# Grande Cause Make.org : Une vraie place pour les personnes handicapées

# Rapport de consultation - 02/10

## La coalition de la société civile :

Les partenaires fondateurs :

* Klésia,
* Fondation OCIRP,
* Agefiph.

Les partenaires médias :

* Accès Inclusive Day,
* TF1 initiatives,
* Handirect,
* Spicee,
* France TV,
* Être handicap,
* Hizy.org,
* Handicap.fr.

Les partenaires actions :

* CCAH,
* APF France Handicap,
* La Croix-rouge française,
* Le comité France Paralympique,
* Fédération Handisport,
* La Fédération Nationale des Aidants et Accueillants Familiaux,
* France Bénévolat,
* ADAFMI,
* Action Handicap France,
* Collect O'féminin avec tous,
* Gapas,
* Trisomie 21,
* Ares,
* AREPSHA,
* Acces Inclusive Tech,
* Siel bleu,
* LADAPT,
* ANFE,
* HandiTech,
* Wyes,
* Le réseau gesat,
* Unadev,
* Accolade,
* APAJH,
* Association prévention routière,
* Job in live,
* DK-Bel,
* Fondation Falret,
* Arpejeh,
* Le Moulin Vert,
* Handissimo,
* France Plaidoyer,
* Droit pluriel,
* Tangata,
* Makanak&vous,
* APHPP,
* Marine & Lucas,
* MobileinMotion,
* Envie Autonomie,
* Goods to Know,
* Le Comptoir des Solutions.

## Changer la donne en 3 ans :

Généralement nos consultations sont ouvertes durant 2 mois. Au cours de ces 8 semaines, nous invitons les citoyens à proposer des idées et à voter sur une thématique spécifique. Ici, pour notre Grande Cause sur la place des personnes handicapées dans la société, nous souhaitions recueillir l'avis de tous les citoyens français pour comprendre les problématiques liées à ce sujet social. Aux termes de cette consultation, nous analysons les idées émergentes, notamment celles qui ont fait le consensus, afin de faire ressortir les sujets qui ont été le plus plébiscités.

De là, nous entrons dans une phase qui dure environ 8 mois, durant lesquels nous organisons des ateliers avec les associations et les citoyens qui ont fait les propositions les plus soutenues, pour trouver des pistes d’actions envisageables et réalisables pour la suite du processus.

Généralement, 5 à 10 idées déterminantes émergent de cette phase de transformation.

Puis, une fois ces deux premières étapes finies, nous promouvons ces actions auprès des associations, et des entreprises les plus compétentes pour les mettre en place. Cette dernière partie dure environ 2 ans.

# Résultats de la consultation citoyenne

Sommaire

[*Grande Cause Make.org : Une vraie place pour les personnes handicapées* 1](#_Toc31816441)

[Rapport de consultation - 02/10 1](#_Toc31816442)

[Résultats de la consultation citoyenne 3](#_Toc31816445)

[Sommaire : 5](#_Toc31816446)

[La méthodologie de consultation Make.org : 5](#_Toc31816447)

[Ce qui ressort de la consultation : 6](#_Toc31816448)

[Principaux enseignements : 6](#_Toc31816449)

[Les propositions citées et plébiscitées : Thèmes, solutions et acteurs 7](#_Toc31816450)

[Axes et idées plébiscitées dans la consultation 11](#_Toc31816455)

[Comment sont identifiées les idées plébiscitées : 11](#_Toc31816456)

[13 idées plébiscitées, regroupées en 4 axes : 11](#_Toc31816457)

[1. Communiquer, informer, sensibiliser 12](#_Toc31816458)

[2. Simplification des démarches 13](#_Toc31816461)

[3. Accompagner les personnes et soutenir leur autonomie (aides financières et techniques). 14](#_Toc31816463)

[4. Adapter la société : école, travail, santé, accessibilité, transports 18](#_Toc31816469)

[Signaux faibles 21](#_Toc31816475)

[Les idées controversées et propositions repoussoirs 24](#_Toc31816477)

[Les données de participation 27](#_Toc31816480)

[Annexe 29](#_Toc31816484)

[Lexique Make.org : 29](#_Toc31816485)

[Fin de la présentation du rapport de la Grande Cause Handicap faite par Make.org. Merci. 30](#_Toc31816486)

## 

## La méthodologie de consultation Make.org :

Make.org est une plateforme citoyenne leader de la Civic Tech européenne, dont la mission est d'engager les citoyens dans la transformation positive de la société.

Pour cela, Make.org a développé une solution digitale de consultation, capable de faire participer massivement les citoyens autour d’une question ouverte, et d'en extraire les consensus populaires.

La méthodologie Make.org repose sur une modération fine des propositions recueillies. Elles sont d’abord soumises à validation au regard de leur conformité à la loi et à la Charte Make.org, puis classées selon un balisage thématique.

Les algorithmes développés par Make.org garantissent ensuite à chacune des propositions validées un niveau égal d’exposition, et organisent une compétition entre elles. Grâce à ce roulement permanent, les consultations Make.org sont totalement préservées des phénomènes de trolling massif, et permettent de dégager une véritable émergence populaire.

Enfin, comme l’exprime sa Charte éthique, Make.org est une plateforme démocratique, civique et européenne, neutre, indépendante, transparente et respectueuse des données personnelles. Une ambition assurée par une gouvernance approfondie, et contrôlée plusieurs fois par an par un Comité éthique indépendant.

## Ce qui ressort de la consultation :

Consultation citoyenne réalisée par Make.org dans le cadre de la Grande cause sur le Handicap du 28 mai 2019 au 17 septembre 2019, autour de la question :

"Comment la société peut-elle garantir une vraie place aux personnes handicapées ?”

* 5100000 personnes touchées ;
* 274600 participants ;
* 7172 propositions ;
* 953000 votes.

## Principaux enseignements :

* Une grande diversité de thèmes abordés à l'occasion de cette consultation.
* Une participation équilibrée sur les territoires, plus soutenue chez les femmes et les séniors.
* La plus forte demande citoyenne d’intervention étatique étudiée par Make.org à date.
* 3 consensus émergent de la consultation :
* Sensibiliser et mieux prendre en compte la diversité des handicaps, notamment ceux invisibles ;
* Simplifier les démarches administratives et les délais de traitement, en particulier au sein des MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) ;
* Développer les structures d'accueil en fonction des handicaps et maintenir les capacités de celles existantes.
* Mais aussi des consensus sur :
* Rendre la ville et les transports plus accessibles pour les personnes handicapées ;
* Mieux accompagner les aidants familiaux ;
* Améliorer la formation et l'accompagnement des personnes handicapées dans leur parcours professionnel.
* Des controverses sur :
* Élargir les aides et les droits des personnes handicapées ;
* Légaliser l'usage thérapeutique du cannabis ;
* Imposer l'inclusion des personnes handicapées dans l’entreprise

# Les propositions citées et plébiscitées : Thèmes, solutions et acteurs

## Répartition des thèmes de la consultation :

Thèmes cités (pourcentage des propositions déposées) :

* Emploi 13% ;
* Accompagnement 11% ;
* Regards et représentations 11% ;
* Scolarité 9% ;
* Aides et allocations 8% ;
* Accès aux infrastructures 7% ;
* Protection sociale et services publics 7% ;
* Mobilité 5%.

Thèmes plébiscitées (pourcentage des propositions les plus approuvées) :

* Accompagnement : 17% ;
* Emploi : 10% ;
* Regards et représentations : 10% ;
* Scolarité : 10% ;
* Accès aux infrastructures : 7% ;
* Démarches administratives : 7% ;
* Accès aux soins : 5% ;
* Aides et allocations : 5% ;
* Protection sociale et services publics : 7%.

Premier plébiscite de la consultation, les propositions relatives à l'accompagnement (valoriser le statut des aidants, améliorer les conditions d’exercice des AVS – Auxiliaires de Vie Scolaire – ou auxiliaires de vie, créer plus de structures d’accueil) émergent devant le thème de d’emploi (favoriser la formation professionnelle, adapter les entreprises) et celui des représentations associées aux personnes handicapées (sensibiliser à tous les types de handicap, mieux parler des handicaps invisibles).

Le thème de l’accès aux soins (autour d’une meilleure prise en charge de certains soins) a également fait l’objet d’un sur-plébiscite citoyen.

En revanche, la question des aides et des allocations, régulièrement citée, a cependant moins émergé en raison d’une part importante de propositions controversées relatives à l’élargissement de certains droits des personnes handicapées.

## Répartition des solutions de la consultation :

Les solutions citées (pourcentage des propositions déposées) :

* Réforme des politiques publiques : 23% ;
* Sensibilisation et communication : 14% ;
* Insertion : 11% ;
* Aménagement des espaces : 10% ;
* Aides et subventions : 9% ;
* Orientation de politique générale : 7% ;
* Contrôle et sanctions : 6% ;
* Formation : 5%.

Les solutions plébiscitées (pourcentage des propositions les plus approuvées) :

* Réforme des politiques publiques : 18% ;
* Sensibilisation et communication : 13% ;
* Aménagement des espaces : 10% ;
* Insertion : 10% ;
* Aides et subventions : 9% ;
* Formation : 9% ;
* Simplification : 9% ;
* Orientation de politique générale : 6% ;
* Harmonisation : 5%.

Les solutions convoquées par les citoyens désignent en premier lieu un changement dans les politiques publiques concernant la revalorisation des aides (AAH – allocation aux adultes handicapés – , pension invalidité ou pension retraite) ainsi qu’une meilleure prise en charge des soins.

La sensibilisation et la communication, notamment via les campagnes d’information et l'enseignement à l'école, apparaît aux yeux des citoyens comme un puissant levier de changement, notamment pour mieux faire connaître les différentes formes de handicap (visibles et invisibles) et faire changer le regard sur le handicap.

Les solutions relatives à la simplification administrative, modérément citées, ont particulièrement fédéré les votes citoyens.

## Répartition des acteurs évoqués dans la consultation :

Les acteurs cités (pourcentage des propositions déposées) :

* Etat : 55% ;
* Établissements scolaires : 11% ;
* Entreprises : 9% ;
* Collectivités locales : 8% ;
* Citoyens : 6%.

Les acteurs plébiscités (pourcentage des propositions les plus approuvées) :

* Etat : 55% ;
* Établissements scolaires : 13% ;
* Collectivités locales : 7% ;
* Entreprises : 7% ;
* Citoyens : 5% ;
* Proches et aidants : 5%.

Comme observé régulièrement sur des consultations d'intérêt général, les citoyens en appellent majoritairement aux pouvoirs publics afin de mettre en œuvre des solutions pour le handicap (relèvement des aides, création de structures, revalorisation salariale des métiers de l’accompagnement).

L’importance de la société civile reste néanmoins soulignée par les citoyens : 16% des propositions renvoient au rôle des établissements scolaires ou des entreprises. Le rôle des citoyens (proches aidants ou associations) est mis en avant dans 9% des propositions.

## Répartition des types de handicap\*

(\*Basés sur 16% des propositions qui mentionnent explicitement un type de handicap)

* L'handicap physique : 43% ;
* L'handicap psychique et cognitif : 33% ;
* L'handicap sensoriel : 15% ;
* L'handicap mental : 6%.

Sur la base des propositions mentionnant une forme de handicap, une majorité de proposition traite de handicap physique ou moteur, le plus souvent en lien avec des problématiques d'accessibilité ou de prise en charge des frais d’équipement. Les propositions relatives au handicap psychique abordent notamment la prise en charge à l’école des troubles “dys”. Plus minoritaire, la question des handicaps sensoriels est régulièrement exprimée à travers la problématique de l’accessibilité en ville et dans les transports. Enfin, des propositions propres au handicap mental soulignent la nécessité de créer et d'améliorer des structures de prise en charge.

# Axes et idées plébiscitées dans la consultation

## Comment sont identifiées les idées plébiscitées :

Les propositions plébiscitées sont celles qui suscitent le plus d’intérêt et d’approbation : les votes Pour, Contre et Neutre sont pondérés par les mentions “Réaliste”, “Banalité, “Coup de coeur” et “Surtout pas !”.

Sur l’ensemble des 7172 propositions déposées par les participants, 588 ont été plébiscitées, lesquelles ont permis de faire émerger 13 idées prioritaires : ce sont les consensus citoyens.

## 13 idées plébiscitées, regroupées en 4 axes :

Les 4 principaux axes de cette consultation sont les suivants :

* Communiquer, informer, sensibiliser : À 12 % pour mieux prendre en compte les handicaps invisibles ; à 6% pour former l'ensemble du personnel éducatif.
* Accompagner les personnes et soutenir leur autonomie (aides financières et techniques) : À 7% pour mieux accompagner les aidants familiaux ; À 7% pour développer les structures d'accueil ; À 6% réévaluer le montant et le calcul des aides ; À 6% offrir une meilleure prise en charge des soins et des équipements ; À 5% pour valoriser les métiers de l'accompagnement.
* Simplification des démarches : À 11% pour simplifier les démarches administratives au sein des MDPH (Maison départementale des personnes handicapées).
* Adapter la société : école, travail, santé, accessibilité, transports : À 6% rendre la ville et les transports plus accessibles ; À 5% Améliorer l'accompagnement des personnes handicapées dans leur parcours professionnel ; À 4% améliorer l'accès aux infrastructures ; À 4% adapter les entreprises ; et à 3% renforcer les moyens d'accueil dans les écoles.

## 1. Communiquer, informer, sensibiliser

### Sensibiliser et mieux prendre en compte la diversité des handicaps, notamment ceux invisibles.

Cette idée citoyenne couvre 12% des propositions émergentes, soit 72 propositions plébiscitées. 91% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Mieux sensibiliser le grand public sur les différents types de handicap.
* Une meilleure prise en compte des handicaps invisibles à l’école et en entreprise.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Claudine : "Il faut informer le grand public que 80% des handicaps sont invisibles, et qu'il est pénible de se justifier systématiquement".
* Luc : "Il faut que l'éducation nationale prenne mieux en compte le handicap invisible".
* Mélanie : "Il faut faire découvrir aux élèves les différentes maladies invisibles pour mettre fin à l'incompréhension et aux remarques des camarades".
* Jean-Marc : "Il faut une meilleure prise en compte des handicaps invisibles dans les parcours professionnels et la vie quotidienne".

### Sensibiliser et former l'ensemble du personnel éducatif au handicap.

Cette idée citoyenne couvre 6% des propositions émergentes, soit 34 propositions plébiscitées. 89% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Mieux former les enseignants pour favoriser la prise en charge et l’inclusion
* Valoriser les moyens de formation engagés auprès du personnel accompagnant à l’école (AVS – Auxiliaires de Vie Scolaire – et AESH – Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap –).

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Xavier : "Il faut développer et encourager l'enseignement aux enfants handicapés, et mieux former les enseignants à ces situations délicates".
* Anne-Sophie : "Il faut former le personnel d'école aux situations de handicap pour leur éviter d'exclure et/ou dénigrer certains enfants handicapés".
* Michel : "Il faut apporter aux personnels qui accompagnent les élèves une véritable formation, un statut et un salaire revalorisés".
* Béatrice : "Il faut former les enseignants aux problématiques liées aux pathologies dys : dyslexie, dyspraxie, dyscalculie etc.".

## 2. Simplification des démarches

### Simplifier les démarches administratives et les délais de traitement, en particulier au sein des MDPH.

Cette idée citoyenne couvre 11% des propositions émergentes, soit 65 propositions plébiscitées. 89% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Une simplification globale des demandes administratives (Etat, école, travail, logement).
* Une réduction des délais de traitement des dossiers en MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées).
* Harmoniser et centraliser les demandes administratives via un dossier unique.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Mélanie : "Il faut un dossier unique : AVS (Auxiliaires de Vie Scolaire), SESSAD (Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile, Allocation MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées), afin d'éviter aux parents handicapés d'être noyés administrativement".
* Doriane : "Il faut simplifier les démarches et limiter les délais pour les inscriptions dans les structures".
* Mélanie : "Il faut cesser de harceler les handicapés avec un nouveau dossier MDPH, tous les 5 ans, lorsque le handicap est congénital ou définitif".
* Carine : "Il faut simplifier les démarches pour la scolarisation en milieu normal (avec AVS – Auxiliaires de Vie Scolaire – ou AESH – Accompagnants d’Élèves en Situation de Handicap –). Elles sont beaucoup trop lourdes et longues".

## 3. Accompagner les personnes et soutenir leur autonomie (aides financières et techniques).

### Développer les structures d'accueil en fonction des handicaps et maintenir les capacités de celles existantes.

Cette idée citoyenne couvre 7% des propositions émergentes, soit 41 propositions plébiscitées. 89% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Créer davantage de structures dédiées à la prise en charge spécifique des handicaps, et plus particulièrement de l’autisme.
* Maintenir les places dans les établissements spécialisés.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Evelyn : "Il faut créer plus de centres pour les personnes en situation de handicap qui ne sont pas autonomes".
* Cyril : "Il faut créer des structures supplémentaires d'hébergement pour les personnes en situation de handicap mental et atteintes d'autisme".
* Marie : "Il faut favoriser l'accès au milieu ordinaire des personnes handicapées, mais maintenir des établissements et services spécialisés".
* Amélie : "Il faut ouvrir des structures de gardes pour les enfants handicapés adaptées pour permettre aux mamans de pouvoir travailler".

### Mieux accompagner les aidants familiaux.

Cette idée citoyenne couvre 7% des propositions émergentes, soit 39 propositions plébiscitées. 91% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Renforcer le statut des aidants par l'accompagnement, la formation, voire une compensation financière.
* Aménager le temps de vie des aidants pour permettre le répit mais aussi le maintien de l’emploi.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Edouard : "Il faut renforcer le statut de l'aidant qui arrête de travailler pour accompagner la personne en situation de handicap".
* Bernadette : "Il faut permettre aux parents d'avoir du temps de "répit" pour continuer à s'occuper de leur proche handicapé".
* C. : " Il faut un statut pour les aidants (droit à la retraite, formation...) et un accompagnement sur les aides auxquelles ils ont le droit".
* Josiane : "Il faut que le parent contraint de réduire son temps de travail pour son enfant handicapé ait ce temps décompté en trimestres de retraite".

### Offrir une meilleure prise en charge des soins liés au handicap et encadrer le coût des équipements.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Une meilleure prise en charge et remboursement de certains soins.
* Encadrer le prix de certains appareils médicaux ou d’autonomie (fauteuil, siège de douche) jugés élevés.

Cette idée citoyenne couvre 6% des propositions émergentes, soit 37 propositions plébiscitées. 89% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Thierry :"Il faut le remboursement intégral (100% santé) dans les domaines de l'équipement permettant l'amélioration de l'autonomie.
* Laetitia :"Il faut que la sécurité sociale et la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) soient reliées afin de faciliter la prise en charge des soins et l'appareillage vers l'autonomie.
* Marie :"Il faut conventionner les professionnels de santé avec la CPAM et rembourser les soins (ergothérapeutes, psychomotriciens, psychologues...)
* Anaïs :"Il faut cadrer le prix des appareillages médicaux afin d'éviter une inégalité d'accès et limiter le marché de revente".

### Réévaluer le montant et le calcul des pensions d'invalidité, des retraites et de l'AAH.

Cette idée citoyenne couvre 6% des propositions émergentes, soit 34 propositions plébiscitées. 88% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Un relèvement du niveau de l’AAH – Allocation aux Adultes Handicapés – (au regard du seuil de pauvreté).
* Distinguer les revenus du conjoint dans le calcul des pensions d’invalidités.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Christiane : "Il faut que le montant des pensions d'invalidité ou handicap soient décentes, calculées sans les revenus des conjoints".
* Michell : "Il faut que les handicapés gardent au minimum la moitié de leur pension à la retraite, pour ne pas être en dessous du seuil de pauvreté".
* Emajensen : "Il faut augmenter l'AAH (Allocation aux Adultes Handicapés), qui est en dessous du seuil de pauvreté. Certaines personnes handicapées ne peuvent pas travailler".
* Marie : "Il faut que le mode de calcul de l'AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) soit différent (ne pas prendre en compte le salaire du conjoint), et qu'il soit revalorisé dignement".

### Valoriser les métiers de l’accompagnement par la reconnaissance, la formation et la rémunération.

Cette idée citoyenne couvre 5% des propositions émergentes, soit 31 propositions plébiscitées. 88% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Proposer une meilleure formation et une amélioration significative de la rémunération des métiers de l’accompagnement.
* Un effort de revalorisation spécifique sur le métier d’AVS (Auxiliaires de Vie Scolaire).

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Théo : "Il faut valoriser les métiers de l'aide à la personne, améliorer la formation et la rémunération. Les professionnels qualifiés sont rares".
* Juliette : "Il faut revaloriser le métier d'auxiliaire de vie".
* J. : "Il faut valoriser les métiers d'accompagnement des enfants et adultes en situation de handicap, pour pallier la pénurie de personnel formé".
* Catherine : "Il faut un vrai salaire digne et une vraie formation qui deviendrait un vrai métier pour les AVS (Auxiliaires de Vie Scolaire) dans les écoles".

## 4. Adapter la société : école, travail, santé, accessibilité, transports

### Rendre la ville et les transports plus accessibles pour les personnes handicapées.

Cette idée citoyenne couvre 6% des propositions émergentes, soit 38 propositions plébiscitées. 91% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Adapter l'accessibilité des transports en commun.
* Développer l'aménagement des villes (trottoirs et places de parking).

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Marcel : "Il faut que les moyens de transport, trams, bus et trains soient mieux adaptés au confort des handicapés : sièges trop bas, plus protégés".
* Marie-Hélène : "Il faut organiser une accessibilité aux transports en commun et à l'espace public de la ville. Les trottoirs sont rarement adaptés".
* Syham : "Il faut leur facilité l'accès aux transports de manière générale, et améliorer l'accessibilité. Plus de villes accessibles !".
* Isabelle : "Il faut améliorer l'autonomie des personnes handicapées dans les transports en commun : annonces visuelles et sonores systématiques".

### Améliorer la formation et l'accompagnement des personnes handicapées dans leur parcours professionnel.

Cette idée citoyenne couvre 5% des propositions émergentes, soit 32 propositions plébiscitées. 87% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Rapprocher la formation professionnelle des personnes handicapées.
* Mieux les accompagner dans la recherche d’emploi et dans la construction d’un projet professionnel adapté.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Nathalie : "Il faut des formations professionnelles disponibles à temps partiel, car impossible de trouver du travail sans formation adaptée".
* Thomas : "Il faut développer l'expertise des personnes handicapées par la certification de leur compétence".
* Anabela : "Il faut un vrai accompagnement dans l'insertion professionnelle, valoriser les potentialités des handicapés".
* Dorothée : "Il faut mettre davantage les établissements scolaires et les EA (Entreprise Adaptée) et ESAT (Établissement et Service d’Aide par le Travail) en relation, pour une meilleure insertion dans la vie active".

### Améliorer l’accès aux infrastructures, notamment aux bâtiments publics.

Cette idée citoyenne couvre 4% des propositions émergentes, soit 26 propositions plébiscitées. 90% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Renforcer l'accessibilité des lieux publics, et a fortiori des services publics.
* Pouvoir signaler les problèmes d’accessibilité et faire respecter les normes.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Droit pluriel : "Il faut créer et mettre en place des outils pratiques à destination des lieux recevant du public pour garantir une accessibilité universelle".
* Scooby : "Il faut faciliter l'accès à l'adaptation à la maison, tant pour les propriétaires que les locataires (stores, volets, douche, fenêtres)".
* Céline : "Il faut que tous les services publics, écoles, magasins, etc soient munis d'ascenseurs, escalators ou rampe, pour un déplacement plus aisé".
* Cédric : "Il faut un contact unique où signaler des problèmes liés à l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap avec un vrai suivi".

### Adapter les entreprises pour favoriser l'inclusion des personnes handicapées au travail.

Cette idée citoyenne couvre 4% des propositions émergentes, soit 25 propositions plébiscitées. 90% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Un meilleur aménagement de l'entreprise en faveur de l'employabilité des personnes handicapées (mi-temps, télétravail).

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Benji : "Il faut que les entreprises soient aidées pour aménager les locaux et les postes si elles embauchent des personnes handicapées en CDI".
* Lukas : "Il faut favoriser la création de postes en télétravail pour les personnes handicapées".
* Josiane : "Il faut encourager une activité salariée parfois réduite ou adaptée sans la menace de voir ses prestations handicap diminuées, supprimées".
* Ginette : "Il faut que l'Etat montre l'exemple, en employant des personnes handicapées et en adaptant leur poste de travail".

### Renforcer les moyens d'accueil humains et financiers dans les écoles.

Cette idée citoyenne couvre 3% des propositions émergentes, soit 18 propositions plébiscitées. 88% des citoyens sont d’accord avec cette idée.

Les citoyens mettent principalement en avant :

* Plus de moyens alloués à l'aménagement des écoles.
* Plus de création de poste d’AVS (Auxiliaires de Vie Scolaire).
* Pouvoir adapter les enseignements en prenant en compte les spécificités de certains handicaps.

Le top 4 des propositions est le suivant :

* Isabelle : "Il faut donner plus de moyens aux écoles pour accueillir les élèves porteurs de handicap (moyen humain, matériel et financier)".
* Alicia : "Il faut créer plus de postes d'AESH (Accompagnants d’Élèves en Situation de Handicap) pour que tout enfant en situation handicap puisse évoluer et s'épanouir à l'école classique !".
* Caroline : "Il faut que le Gouvernement mette les moyens financiers pour permettre une vraie inclusion scolaire des enfants handicapés".
* Bernadette : "Il faut adapter les méthodes d'apprentissage dans les écoles aux handicaps des enfants. La solution n'existe pas!".

# Signaux faibles

## Signaux faibles :

Un signal faible correspond à un groupe de propositions peu présentes dans l’émergence (moins de 10 propositions émergentes relevées) mais qui recueillent un score de vote néanmoins important.

Premier signal faible :

* Associer davantage les personnes handicapées à la décision.

Les meilleures propositions de ce signal sont :

* Abdel : « Il faut donner aux personnes handicapées la possibilité d'être acteur pour l'amélioration de leur condition et ne pas juste les interroger ! ».
* Bernadette : « Il faut que les personnes handicapées construisent et participent pleinement aux décisions qui les concernent de près et de loin ».
* Rousseau : « Il faut prendre une décision sur des normes avec l'avis des différentes personnes en situation de handicap en fonction de la situation ».

Deuxième signal faible :

* Faire respecter l’application des lois sur le handicap

Les meilleures propositions de ce signal sont :

* Alain : « Il faut déjà que les lois handicap votées soient appliquées ! Que des aides soient débloquées pour l'installation de PMR ».
* Bernard : « Il faut faire en sorte que les lois existantes et visant à faciliter la vie des personnes présentant un handicap soient appliquées ».
* Angelina : « Il faut imposer l'affichage dans les lieux publics de la signalétique créée par l'Etat en en 2015 sur l'accès des chiens d'assistance/ guide ».

Troisième signal faible :

* Garantir un vrai suivi de scolarisation des personnes handicapées

Les meilleures propositions de ce signal sont :

* Estelle : « Il faut améliorer les dispositifs d'accompagnement pour la réussite dans les études supérieures ».
* Zuta : « Il faut qu'un enfant handicapé scolarisé au CNED (Centre National d’Enseignement à Distance) puisse poursuivre ses études au-delà de la classe adaptée ».
* Anne-Laure : « Il faut que chaque personne ayant un handicap puisse accéder aux études universitaires de son choix en tenant compte de son invalidité ».

Quatrième signal faible :

* Développer les formations handicap pour les professionnels

Les meilleures propositions de ce signal sont :

* Léa : « Il faut plus de professionnels formés aux handicaps, inscrits dans les espaces de droit commun (école, crèche, dans les entreprises...) ».
* Annie : « Il faut former les futurs agents qui vont encadrer les personnes en situation de handicap, sur les difficultés d’adaptation : exemples : Autisme ».
* Julie : « Il faut sensibiliser et former les entreprises "ordinaires" à l'accueil des personnes en situation de handicap ».

Cinquième signal faible :

* Mieux communiquer sur les droits des personnes handicapées

Les meilleures propositions de ce signal sont :

* Lo154 : « Il faut informer les personnes vivant avec un handicap de leurs droits et des textes que l'on travaille pour elles ».
* Coralie : « Il faut que Pôle Emploi informe mieux les personnes handicapées sur leurs droits et sur les avantages apportés à l'employeur ».
* JF : « Il faut mettre en place un numéro de téléphone unique pour aider les personnes en situation de handicap à obtenir les bonnes informations ».

Sixième signal faible :

* Faciliter l'emprunt et l'assurance

Les meilleures propositions de ce signal sont :

* Marie : « Il faut faciliter les projets de vie. Notamment en améliorant la possibilité d’acquérir l'assurance de prêt bancaire avec plus de garanties ».
* Denise : « Il faut que la personne handicapée puisse contracter un prêt, même avec un emploi à mi-temps et son AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) ».
* Marie : « Il faut aider les personnes handicapées souhaitant accéder à l'emprunt et non leur faire subir des surprimes d'assurance démesurées ».

Septième signal faible :

* Accessibilité au sport et aux loisirs

Les meilleures propositions de ce signal sont :

* Thérèse : « Il faut développer l'accessibilité des clubs de sport et loisirs pour les personnes handicapées car c'est un très bon moyen de les inclure ».
* Bertrand : « Il faut améliorer l'accessibilité des lieux de loisirs pour les personnes handicapées (tout handicap confondu) ».
* Philippe : « Il faut créer des solutions handisports même en zone rurale ou des transports permettant un aller-retour vers les structures les plus proches ».

# Les idées controversées et propositions repoussoirs

## Les idées controversées :

Les idées “controversées” témoignent d’un clivage important au sein de la société : elles recueillent globalement autant d’adhésion forte (votes pour et votes “Coup de cœur”) que de net rejet (votes contre et votes “Surtout pas !”).

Première idée controversée :

* Élargir les aides et les droits des personnes handicapées.

Exemples de propositions controversées :

* Marie : "Il faut qu'un handicapé français puisse garder ses aides sociales, s'il choisit de vivre dans un autre pays d'Europe".
* Carine : "Il faut que les parents accompagnants soient dispensés de travailler et qu'ils aient un véritable statut avec un salaire normal".
* Mike : "Il faut que le loyer (charges comprises) soit pris en charge intégralement par l'état pour les personnes handicapées".

Deuxième idée controversée :

* Légaliser l'usage thérapeutique du cannabis.

Exemples de propositions controversées :

* Philippe : "Il faut légaliser le cannabis, pour arrêter tous ces médicaments bien chimiques qui nous rendent encore plus malades et qui nous coûtent cher".
* Nadia : "Il faut légaliser le cannabis "médical" car le faire venir d'un pays voisin coûte trop cher".
* Carole : "Il faut être réaliste car le cannabis soigne déjà certains malades et c'est bénéfique".

Troisième idée controversée :

* Prendre en charge spécifiquement les enfants handicapés.

Exemples de propositions controversées :

* Laurence : "Il faut faire des écoles parallèles avec des niveaux différents, qui doivent s'adapter aux publics concernés".
* Cassandre : "Il faut créer des écoles encore plus spécialisées pour des handicapés".
* Pierre : "Il faut aussi créer des classes spécifiques pour les enfants surdoués, handicapés par l'écart de niveau avec les élèves dits "normaux".

Quatrième idée controversée :

* Imposer l'inclusion des personnes handicapées dans l’entreprise.

Exemples de propositions controversées :

* Christelle : "Il faut forcer les entreprises à employer des personnes handicapées et ne pas les autoriser à payer des amendes ou des pénalités".
* Erik : "Il faut faire basculer des temps plein vers des temps partiel permettant ainsi aux entreprises d'embaucher avec des aides d'accompagnement".
* Hervé : "Il faut imposer une personne handicapée par entreprise et ensuite regarder sur le long terme (1 à 2 ans) son vécu et son rendement".

Cinquième idée controversée :

* Changer la dénomination du handicap ou les logos référents.

Exemples de propositions controversées :

* M-J : "Il faut ne plus utiliser le mot "handicapé", terme stigmatisant mais dire plutôt "Personnes à Besoins Spécifiques"(PBS)".
* Juliette : "Il faut supprimer ce logo de fauteuil qui ne représente qu'une minorité des personnes en situation de handicap".
* Marie : "Il faut changer le logo sur le panneau des stationnements réservés aux personnes handicapées, car si pas de fauteuil, pas justifié".

## Les propositions repoussoirs :

Les propositions “repoussoirs” recueillent un fort rejet auprès des participants (votes contre et votes “Surtout pas !”).

Exemples de propositions repoussoirs :

* Olivier : "Il faut fermer tous les établissements spécialisés et transférer les budgets du médico-social vers l'Éducation Nationale".
* Thiery : "Il faut développer les lieux de vie pour personnes handicapées, et que ces lieux de vie soient financés par les pensionnaires eux-mêmes".

# Les données de participation

## Une participation qui augmente avec l’âge

Parmi tous les participants voici la représentation par âge :

* 18-24 ans : 16%,
* 25-34 ans : 14%,
* 35-44 ans : 13%,
* 45-54 ans : 19%,
* 55-64 ans : 19%,
* 65 ans et plus : 19%.

Le taux de participation par âge :

* De 16 à 24 ans : 1,3%,
* De 25 à 34 ans : 2,0%,
* De 35 à 44 ans : 2,1%,
* De 45 à 54 ans : 2,7%,
* De 55 à 64 ans : 3,4%,
* Et 65 et + : 3,3%.

Les personnes plus âgées ont tendance à participer plus.

## Une participation plus importante des femmes

Sur l'ensemble de la consultation, les femmes représentent 61% des participations et 39% pour les hommes.

Les femmes participent d'ailleurs plus, à 2,6% en moyenne, contre 1,9% pour les hommes.

## Une participation géographique équilibrée en métropole

La participation par région :

* île-de-France : 13%,
* Auvergne -Rhônes-Alpes : 11%,
* Hauts-de-France : 10%,
* Grand-Est : 9%,
* Outre-mer : 4%,
* Nouvelle-Aquitaine : 9%,
* Occitanie : 10%,
* Provence-Alpes-Côte-d-Azur : 9%,
* Bretagne : 5%,
* Normandie : 6%,
* Pays-de-la-Loire : 5%,
* Bourgogne-Franche-Comté : 4%,
* Centre-Val-de-Loire : 4%,
* Corse : 1%.

Le taux de participation par région :

* île-de-France : 2,2%,
* Auvergne -Rhônes-Alpes : 2,3%,
* Hauts-de-France : 2,2%,
* Grand-Est : 2,2%,
* Outre-mer : 1,2%,
* Nouvelle-Aquitaine : 2,4%,
* Occitanie : 2,8%,
* Provence-Alpes-Côte-d-Azur : 2,6%,
* Bretagne : 2,4%,
* Normandie : 2,8%,
* Pays-de-la-Loire : 2,3%,
* Bourgogne-Franche-Comté : 2,5%,
* Centre-Val-de-Loire : 2,8%,
* Corse : 2,2%.

# Annexe

## Lexique Make.org :

* Idées citoyennes :

Groupement de propositions qui ont suscité le plus de plébiscite par le vote. Ces propositions plébiscitées sont analysées qualitativement et rassemblées en groupe d’idées homogènes. Ces grandes idées constituent les principaux enseignements de la consultation.

* Axes :

Regroupement d’idées citoyennes propres au même champ d’action.

* Signal faible :

Groupe de propositions peu présentes dans les plébiscites (moins de 10 propositions émergentes relevées lors de l’analyse) mais qui recueillent un score de vote citoyen néanmoins important.

* Idées controversées :

Groupe de propositions qui témoignent d’un clivage important au sein de la société : elles recueillent globalement autant d’adhésion forte (votes pour et votes “Coup de coeur”) que de net rejet (votes contre et votes “Surtout pas !”).

* Propositions repoussoirs :

Propositions qui recueillent un fort rejet auprès des participants (votes contre et votes “Surtout pas !”).

* Proposition :

Contribution écrite rédigée par un citoyen sur la plateforme Make.org, en 140 signes maximum, et qui débute invariablement par “il faut”.

* Votes :

Qualification des propositions déposées sur la plateforme. Les citoyens peuvent mentionner leur accord sur une proposition et surqualifier leur vote par une mention “Coup de cœur”, “Réaliste”, “Banalité”, ou mentionner leur désaccord et surqualifier leur vote par une mention “Surtout pas”, “Infaisable”, “Banalité”, ou voter “Neutre”.

* Propositions plébiscitées :

Propositions citoyennes qui recueillent le plus haut niveau de vote, à savoir des votes “pour” couplés de la mention “coup de cœur” et ”réaliste”. Make.org base son analyse des idées citoyennes sur les 10% du corpus de propositions les plus plébiscitées.

* Tags - “thème” “solution” et “acteur” :

Catégories d’analyse dans lesquelles une proposition va être classée dès sa modération en fonction du thème mentionné par le citoyen, de la solution exprimée pour agir sur une problématique et en fonction de l'acteur appelé pour porter cette solution. Ce balisage permet de suivre en temps réel les tendances d’une consultation et d’analyser par la suite les priorités citoyennes.

## Fin de la présentation du rapport de la Grande Cause Handicap faite par Make.org. Merci.